

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

Documents officiels



CINQUIÈME COMMISSION
31e séance
tenue le
lundi 27 novembre 1995
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 31e SÉANCE

Président : M. VILCHEZ ASHER (Nicaragua)

puis : M. AMARI (Tunisie)
(Vice-Président)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RÉGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 149 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES ACTIVITÉS
DU BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/50/SR.31
27 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

95-82486 (F)
(barcodes)

/...

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RÉGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite) (A/50/30 et Corr.1; A/C.5/50/5, A/C.5/50/11, A/C.5/50/23, A/C.5/50/24 et Corr.1 et A/C.5/50/29)

1. M. MOKGATLE (Botswana) dit que, dans son rapport (A/50/30), la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) estime important de maintenir le régime commun, ce dont la délégation du Botswana se félicite. Celle-ci note avec regret les critiques constantes qui émanent du personnel des organisations qui appliquent le régime commun. Elle appuie le principe Noblemaire et, puisque les fondements sur lesquels repose ce principe ne semblent pas être remis en question, elle estime que la révision de la marge et des équivalences de classe entre les États-Unis et les Nations Unies devrait permettre de régler les problèmes que pose le régime des traitements des Nations Unies.
2. La délégation du Botswana appuie pleinement la proposition tendant à relever d'environ 3,22 % le barème des traitements de base minima afin que celui-ci reflète l'augmentation octroyée en janvier 1995 aux États-Unis. Elle est également favorable à l'utilisation du barème des traitements de base minima pour le calcul des versements à la cessation de services, des primes de mobilité et de sujétion et de la prime de risque.
3. Il est regrettable que la décision de ramener le niveau de la marge au point médian de la fourchette ait été inspirée par le désir de combler l'écart entre les niveaux de rémunération des Nations Unies/États-Unis et ceux de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par ailleurs, la délégation du Botswana n'est pas favorable à l'idée de lier des niveaux de rémunération des Nations Unies d'une manière générale à ceux en vigueur dans certains secteurs de l'Administration fédérale des États-Unis. Il n'est pas nécessairement vrai que le niveau de rémunération du régime commun n'est pas compétitif. En effet, d'après les éléments d'information que l'on possède, les organisations qui appliquent le régime commun ne sont pas toutes confrontées à des problèmes aigus de recrutement ou de maintien en poste du personnel. De fait, le Secrétariat reçoit de nombreuses candidatures.
4. La délégation du Botswana n'est pas favorable à une modification de la structure actuelle de la CFPI et elle n'est pas convaincue que la proposition tendant à mettre en place un organe tripartite permettrait d'atteindre l'objectif visé, qui est d'améliorer le processus de consultation. Toutes les parties doivent reprendre le dialogue; à cet égard, la délégation du Botswana juge encourageante la détermination de la Commission d'associer la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FAFI) à l'examen des moyens d'améliorer le processus de consultation.
5. M. GODA (Japon) dit qu'il est essentiel, si l'on veut que l'Assemblée générale fonctionne d'une manière efficace et productive, de recruter au Secrétariat et de maintenir en poste un personnel hautement compétent, ce qui exige de bonnes conditions d'emploi. La délégation japonaise appuie, sur le principe, les efforts faits pour restaurer la compétitivité du régime commun.

/...

La CFPI doit s'interroger en permanence sur le bien-fondé du principe Noblemaire en tant que moyen le plus approprié de recruter et de maintenir en poste un personnel compétent et examiner également les problèmes que pose son application.

6. La délégation japonaise fait siennes les conclusions formulées par la CFPI au paragraphe 89 b) de son rapport. Par ailleurs, le Secrétariat ne doit pas perdre de vue la nécessité d'assurer à l'Organisation un personnel possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, comme l'exige l'Article 101, paragraphe 3, de la Charte, ce qui est précisément le but du principe Noblemaire. Il est clair que tout changement de fonction publique de référence doit être examiné de très près car un tel changement affecterait toute la structure du régime commun, et pas seulement le niveau de la rémunération. Quand on compare les rémunérations en vigueur à l'OCDE et à la Banque mondiale avec celles du régime commun, il faut prendre en considération l'ensemble des facteurs qui entrent en jeu, y compris le mandat et la structure de chacune de ces organisations.

7. La délégation japonaise est favorable à l'augmentation de la rémunération des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, que recommande la CFPI. Quant à la répartition de cette augmentation, elle estime que celle-ci devrait être supérieure pour les classes D-1 et D-2, ce que recommande également la CFPI, car c'est dans ces classes que l'absence de compétitivité pose les problèmes les plus graves. En revanche, la délégation japonaise a des réserves au sujet des conclusions de la Commission touchant les équivalences de classes et l'élimination des effets de la prépondérance lorsque l'on compare les traitements des Nations Unies avec ceux en vigueur dans l'Administration fédérale des États-Unis. Elle est donc favorable à ce que l'on augmente les traitements de base minima en calculant la marge à l'aide de la formule appliquée actuellement aux fins de la comparaison avec la rémunération des fonctionnaires de l'Administration fédérale des États-Unis, étant entendu que l'augmentation sera légèrement supérieure dans les classes plus élevées et plus réduite dans les classes inférieures.

8. Étant donné que la question du relèvement des indices d'ajustement de poste sera examinée prochainement, la délégation japonaise estime que l'on devrait attendre l'année 1996 pour se prononcer définitivement sur cette question. Il faudrait, dans la mesure du possible, faire en sorte que les incidences financières de l'augmentation des rémunérations, quelle qu'elle soit, puissent être absorbées grâce à une révision des programmes et une rationalisation plus poussée du travail.

9. En ce qui concerne les questions d'ajustement de poste, la délégation japonaise demande instamment à la Commission et au Groupe de travail visé au paragraphe 294 du rapport de la Commission d'examiner sans tarder les problèmes que pose le système actuel et de soumettre des recommandations à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session.

10. Pour ce qui est des conditions d'emploi des agents des services généraux, la délégation japonaise engage la Commission à terminer le plus tôt possible l'étude des conditions d'emploi les plus favorables à laquelle elle procède actuellement dans toutes les villes sièges afin d'être à même de présenter ses conclusions à l'Assemblée générale.

11. La délégation japonaise apprécie les efforts faits par la CFPI pour revoir le processus de consultation. Elle regrette que le Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies (CCASIP), imitant l'exemple de la FAFI, ait décidé de ne plus participer aux travaux de la Commission et elle exhorte les deux organisations à reprendre le dialogue. Toutefois, il n'y a pas lieu de changer la structure de la Commission, pas plus que la procédure de sélection de ses membres, car cela ne ferait que compromettre son indépendance et son impartialité. En revanche, la Commission doit tout mettre en oeuvre pour exécuter son mandat de la manière la plus productive et la plus efficace que possible.

12. Le Gouvernement japonais regrette que la décision de ne plus accorder de contrats permanents ni de contrats de stage ait été prise sans que les États Membres aient été préalablement consultés. De l'avis du Gouvernement japonais, cette décision n'atténuera guère la grave crise financière que traverse l'Organisation. Elle annule rétroactivement ce à quoi ont droit les personnes en poste et celles qui ont réussi des concours nationaux, ce qui est inacceptable. Aucun changement ne devrait intervenir dans la politique fondamentale de l'Organisation à l'égard du personnel qui n'ait fait l'objet de consultations avec les États Membres.

13. M. WANG Xiachu (Chine) dit que, même si elle n'approuve pas intégralement toutes les recommandations contenues dans le rapport de la CFPI, sa délégation apprécie les efforts que celle-ci a faits pour trouver des solutions aux grands problèmes liés au régime commun. L'expérience de ces dernières décennies a montré l'importance de ce régime. Il est regrettable que les problèmes que pose le processus de consultation entre la CFPI et ses interlocuteurs n'aient pas encore été réglés. La délégation chinoise demande à nouveau aux parties intéressées de reprendre activement et sans tarder les consultations, en faisant preuve de coopération et d'une plus grande flexibilité. Quant à la demande de révision du processus consultatif formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/223, la délégation chinoise estime que la CFPI doit rester un organe indépendant et spécialisé, que c'est à cette condition que le régime commun sera équitable, coordonné et efficace et que toute tentative visant à modifier la nature de la Commission est incompatible avec cette exigence et avec le but dans lequel celle-ci a été créée.

14. La délégation chinoise a pris note des recommandations de la CFPI concernant l'application du principe Noblemaire et d'autres études connexes, qui figurent aux paragraphes 89 b) et 172 b) de son rapport. Le principe Noblemaire a pour but d'assurer des conditions d'emploi concurrentielles de façon à attirer des personnes compétentes de toutes les parties du monde; son but n'est pas d'atteindre les niveaux de traitement les plus élevés du monde. Il faut être pragmatique quand on applique le principe Noblemaire et tenir compte des réalités à l'intérieur du régime commun. En raison de leur nature même et de leurs mécanismes financiers, la Banque mondiale et l'OCDE sont très différentes des organisations qui appliquent ce régime. De l'avis du représentant de la Chine, la pratique qui consiste à utiliser une fonction publique nationale comme base de comparaison avec le régime commun doit être maintenue.

15. Les conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun devraient s'améliorer régulièrement à mesure que les États Membres progressent sur le plan économique. Cela dit, la délégation chinoise n'est pas

/...

convaincue que, dans l'ensemble, les conditions d'emploi actuelles soient devenues moins compétitives. La Cinquième Commission y verrait plus clair à ce sujet si le Secrétariat lui fournissait des données spécifiques, comme le nombre de candidats à des postes vacants et celui des fonctionnaires qui ont démissionné ces dernières années pour accepter des emplois mieux payés. Il faudrait que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) examine d'abord l'impact qu'une forte augmentation des traitements pourrait avoir sur la situation financière catastrophique que connaît l'Organisation des Nations Unies.

16. M. Amari (Tunisie), Vice-Président, prend la présidence.

POINT 149 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES ACTIVITÉS DU BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE (suite) (A/50/459 et Add.1; A/49/449, A/49/891, A/49/892 et A/49/959)

17. M. RAMOS (Espagne), prenant la parole au nom de l'Union européenne, dit que la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie s'associent à sa déclaration. Comme le Bureau des services de contrôle interne, l'Union européenne est préoccupée par le faible taux d'application par les gestionnaires des recommandations des commissaires aux comptes des Nations Unies. Bien qu'il existe depuis peu de temps, le Bureau est parvenu à réaliser des économies considérables, ce qui est une source d'encouragement, même s'il ne faut pas perdre de vue que les recouvrements mentionnés ne représentent pas nécessairement le volume total du gaspillage qui existe à l'Organisation. Quant à l'observation faite par le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, selon laquelle l'étendue de la mauvaise gestion et du gaspillage dévoilée jusqu'à présent par le Bureau des services de contrôle interne n'est pas pire que celle constatée dans de nombreuses fonctions publiques comparables, M. Ramos dit que, dans aucun cas, l'on ne saurait justifier ni tolérer la mauvaise gestion ou la fraude, quelle que soit son étendue.

18. Le Bureau a eu raison de centrer son attention, vu leur importance et leur coût élevé, sur les opérations de maintien de la paix, les activités humanitaires et les activités connexes, ainsi que sur les achats. L'Union européenne appuie les plans du Bureau relatifs à la poursuite de ses activités, tels qu'ils sont décrits dans le rapport. Elle souscrit aux recommandations concernant l'évaluation approfondie de la phase de démarrage des opérations de maintien de la paix et considère que la mise en place d'un mécanisme chargé de tirer les leçons de l'expérience au Département des opérations de maintien de la paix contribuera à maintenir une mémoire institutionnelle qui permettra à l'Organisation de mettre à profit l'expérience acquise dans ce domaine.

19. L'Union européenne juge préoccupants les graves problèmes qui sont apparus lors de l'inspection de la Division de l'administration et de la logistique des missions. Il est indispensable de remédier à ces carences si l'on veut que les opérations de maintien de la paix bénéficient à tout moment du soutien nécessaire. Étant donné l'accroissement du nombre de ces opérations et des activités connexes, l'ONU aurait dû modifier en conséquence la structure des départements concernés. Il faudrait que le Département des opérations de maintien de la paix se voie allouer, par prélèvement sur le budget ordinaire, les fonds dont il a besoin pour assurer le financement d'un nombre minimum

/...

d'opérations de maintien de la paix. S'il est vrai que certains des problèmes auxquels la Division de l'administration et de la logistique des missions se trouve confrontée peuvent être attribués à des facteurs externes, l'Union européenne redoute néanmoins que les problèmes de personnel et les difficultés de financement se traduisent, en l'absence de contrôles financiers adéquats, par une gestion improductive de la Division et par une perte de ressources. L'Union européenne aimerait savoir ce qu'il en est du prototype de budgétisation des opérations de maintien de la paix, étant donné l'intérêt que cette formule présente non seulement pour ce qui est d'établir rapidement le coût des nouvelles opérations nécessaires, mais aussi pour assurer que les chiffres correspondant aux différentes rubriques du budget soumis aux États Membres sont homogènes et actualisés.

20. En ce qui concerne l'enquête menée par le Bureau des services de contrôle interne au sujet du vol de 3,9 millions de dollars commis au préjudice de l'Opération des Nations Unies en Somalie (UNOSOM II), l'Union européenne s'étonne de ce que, près de quatre mois après la mise en évidence, à la suite d'un contrôle interne, d'un manque de sécurité dans le bureau où le vol a été commis, aucune des mesures de sécurité recommandées n'ait été mise en oeuvre. Elle s'étonne également des retards apportés à la mise à jour des comptes de cette mission. Les recommandations de l'équipe d'enquête en Somalie sont rationnelles et il y a lieu de se féliciter de ce que la plupart d'entre elles aient été appliquées, en particulier la demande de mise à jour urgente des rapports financiers et des comptes.

21. En dépit des lacunes détectées lors de l'audit de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara (MINURSO), l'Union européenne constate avec satisfaction que dans la plupart des cas, le nécessaire a été fait pour appliquer les recommandations du Bureau des services de contrôle interne.

22. L'Union européenne souscrit à l'idée que l'on ne devrait envisager de faire appel à du personnel contractuel pour les missions de maintien de la paix que lorsque la mission dispose déjà sur place d'une composante civile et des moyens nécessaires pour encadrer ce personnel. Or, cela ne semble pas avoir été le cas dans le cadre du projet pilote de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU). M. Ramos n'ignore pas les difficultés que soulève le lancement d'un projet de ce type, mais il déplore cependant le manque d'orientation et de supervision de la part de la Division de l'administration et de la logistique des missions, du Bureau de la gestion des ressources humaines et du Bureau des affaires juridiques ainsi que leur absence de participation à ce projet. Compte tenu de l'expérience acquise à cette occasion et des problèmes que l'on a relevés, il faudra faire preuve de prudence lorsque l'on envisagera des projets similaires pour d'autres opérations de maintien de la paix et assurer une bonne coordination entre les diverses unités des Nations Unies appelées à y participer.

23. L'Union européenne fait siennes les recommandations du Bureau des services de contrôle interne touchant la nécessité de réévaluer et de restructurer le programme de travail du Centre pour les droits de l'homme afin que son fonctionnement gagne en efficacité et elle se félicite des mesures qui ont déjà été prises dans ce but. Elle recommande vivement de faire preuve d'une plus grande circonspection lorsqu'on fait appel à des consultants extérieurs et elle

estime important de s'en remettre davantage aux connaissances et à l'expérience du personnel en poste à l'Organisation.

24. L'Union européenne reconnaît que les carences mises à jour en matière de contrôle interne et de surveillance à tous les niveaux du processus de passation des marchés sont véritablement alarmantes. Les constatations du Bureau des services de contrôle interne confirment les préoccupations que les États Membres expriment à ce sujet depuis bon nombre d'années. M. Ramos aimerait savoir ce qu'il en est des manuels sur les procédures normalisées concernant la logistique et la passation des marchés; il exprime l'espoir que ces manuels seront publiés d'ici la fin de 1995. La lenteur avec laquelle sont appliquées les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la passation des marchés ainsi que celles des vérificateurs extérieurs concernant les achats est préoccupante; le représentant de l'Union européenne aimerait savoir où en sont les choses actuellement. En conclusion, il tient à souligner le rôle dynamique et salubre que joue le Bureau des services de contrôle interne en tant qu'agent du changement, et d'un changement positif.

25. M. DECOTIIS (États-Unis d'Amérique) dit que le rapport du Bureau des services de contrôle interne (A/50/459) répond pleinement aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/218 B. L'exposé très franc des grands problèmes de gestion, en particulier dans les domaines cruciaux du maintien de la paix, des opérations humanitaires et activités connexes et de la passation des marchés, justifie la conviction des auteurs de la résolution, à savoir qu'un rapport indépendant présenté par le Bureau des services de contrôle interne à l'Assemblée générale contribuerait au plus haut point à améliorer la supervision des activités de l'Organisation des Nations Unies.

26. Dans la présence de son rapport, le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne a donné une liste des questions dont il considère qu'elles requièrent l'attention urgente des gestionnaires. M. Decotiis reconnaît à ce sujet que les cadres supérieurs ont le mérite d'avoir recommandé un examen global de la manière dont l'Organisation développe le sens et l'acceptation des responsabilités. Toutefois, comme le recommande le Bureau, il est également nécessaire de mettre en place un système efficace de contrôle interne. La délégation des États-Unis fait sienne la recommandation tendant à adopter une série de normes de vérification interne et elle espère que cette recommandation sera appliquée au plus tôt. Le Secrétaire général adjoint a noté à juste raison que les recommandations du Bureau étaient des moyens de promouvoir le changement et que les cadres supérieurs devaient les appuyer afin d'assurer leur application; il a mis en place un mécanisme permettant de suivre l'évolution de ces recommandations, qui prévoit notamment la publication, dans le rapport annuel, des cas où celles-ci n'auront pas été appliquées. La délégation des États-Unis espère que cela s'avérera être un élément suffisamment dissuasif et qu'un système analogue sera appliqué en ce qui concerne les recommandations faites par les commissaires aux comptes de l'extérieur.

27. Le rapport du Bureau des services de contrôle interne a mis en lumière toute une série de faiblesses dans les opérations des Nations Unies, comme l'inefficacité des contrôles dans les opérations de maintien de la paix, la structure pléthorique du secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'impéritie qui règne au Centre pour les droits de l'homme et les carences graves qui caractérisent les activités de

passation des marchés. La délégation américaine constate avec satisfaction que, suite à une plainte, le Bureau de la gestion des ressources humaines a été invité à revoir ses règlements afin d'éliminer le favoritisme.

28. La délégation américaine note avec satisfaction que le Bureau des services de contrôle interne tient compte, dans son rapport, des préoccupations que suscitent l'indépendance opérationnelle, la protection de ceux qui dénoncent les irrégularités, l'adéquation des ressources et l'accès à d'autres fonds et programmes ainsi que les pouvoirs exercés sur ces derniers. Dans ce contexte, la délégation américaine note que le Bureau a recruté son propre personnel et prend les dispositions nécessaires pour s'assurer que des fonds et programmes tels que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) disposent d'un contrôle interne adéquat. Bien que les ressources actuellement allouées au Bureau correspondent à ses besoins, la délégation américaine reconnaît qu'il faudra les augmenter afin de permettre au Bureau de remplir efficacement son mandat.

29. La délégation américaine espère bien que la tendance positive qui caractérise les recouvrements se poursuivra et elle est convaincue qu'avec le temps, ceux-ci finiront par couvrir le coût du Bureau. À cet égard, elle aimerait avoir davantage de précisions sur les mesures prises pour empêcher que des pertes se renouvellent et pour obliger les responsables à rendre des comptes.

30. La délégation américaine juge encourageant que le Bureau des services de contrôle interne n'ait pas cherché à masquer les problèmes qui existent au sein de l'Organisation des Nations Unies mais les ait au contraire exposés ouvertement afin qu'on puisse y remédier. Dévoiler les faits est une condition indispensable si l'on veut prendre des mesures de correction et de prévention.

31. M. Decotiis invite instamment les directeurs de programmes à accorder toute leur attention aux recommandations du Bureau. De leur côté, les États Membres devraient renforcer son action en indiquant au Secrétariat l'importance qu'ils attachent au contrôle interne. La réputation de l'Organisation repose sur son aptitude à convaincre l'opinion publique que les ressources n'ont pas été dilapidées, que le personnel et les cadres respectent et appliquent les règles et les règlements, que personne n'est à l'abri des critiques lorsque des irrégularités sont détectées et qu'un nouvel esprit règne, caractérisé par le sens et l'acceptation des responsabilités.

32. M. TOYA (Japon) dit que le Japon, qui vient au deuxième rang pour l'importance de sa contribution financière à l'Organisation des Nations Unies, tient à savoir si les ressources de l'Organisation sont utilisées de la manière la plus efficace et la plus appropriée possible. Les vérifications des comptes et les investigations frapperont sans doute l'opinion publique mais, à la longue, c'est l'amélioration de la gestion d'ensemble de l'Organisation qui contribuera le plus à apporter des solutions fondamentales à ses problèmes.

33. Comme le Bureau des services de contrôle interne l'indique à juste titre dans son rapport, ce n'est pas le Bureau qui peut, à lui seul, mettre en place un système efficace de contrôle interne. C'est chaque département et chaque organisme des Nations Unies qui doit établir et maintenir ce contrôle. Cela

/...

dit, il est essentiel que le Bureau bénéficie de la coopération totale des directeurs de programmes, notamment qu'il puisse accéder librement aux données et aux documents et qu'il dispose d'un mécanisme lui permettant de surveiller l'application de ses recommandations. Il faudrait inciter le Bureau à diffuser ses rapports chaque fois que cela sera possible, afin que les États Membres comprennent mieux le sens de ses travaux et appuient ses recommandations.

34. La délégation japonaise aimerait avoir des informations supplémentaires sur les mesures prises par le Bureau des services de contrôle interne pour développer une culture de gestion au sein de l'Organisation, et sur les résultats spécifiques qui ont été obtenus à ce jour. Le Bureau devrait également préciser son intention de formuler une série de normes de vérification interne afin d'inciter les gestionnaires à appuyer les contrôles dans l'ensemble des organisations et de disposer de repères pour l'évaluation des systèmes en place. La délégation japonaise juge également nécessaire d'établir une méthode d'évaluation et d'encourager la coordination entre le Groupe de l'évaluation et les autres organes du Bureau comme le Groupe de l'inspection.

35. En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, la délégation japonaise note avec une profonde préoccupation le nombre de cas où les contrôles internes n'ont manifestement pas fonctionné. Le système actuel s'est avéré inefficace pour ce qui est d'assurer le respect des règles et règlements, de protéger les ressources et les biens et d'assurer la fiabilité des rapports financiers. On a également détecté de graves problèmes en matière de passation des marchés et de contrôle des actifs et des inventaires. L'Organisation semble incapable de tirer la leçon de ses erreurs. M. Toya compte bien que la Division de l'administration et de la logistique des missions ne tardera pas à prendre des mesures pour remédier aux carences administratives relevées par le Bureau des services de contrôle interne dans le domaine des opérations de maintien de la paix.

36. En ce qui concerne les activités financées à l'aide du budget ordinaire, M. Toya note que le système de contrôle de l'accès aux locaux de l'ONU a été brusquement abandonné sans qu'aucune explication convaincante n'ait été donnée et alors qu'il a coûté plus d'un million de dollars; la délégation japonaise a du mal à croire qu'il s'agisse d'une simple erreur de gestion. M. Toya s'attend donc à ce que le Bureau des services de contrôle interne examine la question et fasse rapport à ce sujet.

37. Le Bureau a un effet bénéfique sur l'Organisation; aussi la délégation japonaise est-elle favorable à un élargissement de ses activités et disposée à approuver le budget proposé à cette fin pour le prochain exercice biennal. Cela dit, le Bureau doit améliorer la qualité de ses travaux. Les nouveaux postes à pourvoir doivent être occupés par des personnes compétentes; en outre, il faudrait utiliser les techniques modernes pour améliorer la productivité et allouer davantage de ressources à l'analyse qualitative qui fait partie du processus de contrôle.

38. M. DESAI (Inde) dit que les rapports soumis récemment par les organes de contrôle ont mis en lumière la nécessité de réformer le système des Nations Unies sur les plans financier et administratif afin de garantir une meilleure utilisation des ressources humaines et financières et de réduire le gaspillage. Un effort sérieux a été fait en vue de regrouper au sein d'un seul

département les divers services qui remplissent les fonctions de contrôle. On a également fait beaucoup pour recruter du personnel qualifié. Par ailleurs, M. Desai espère que, dans le cadre du recrutement et des promotions au sein du Bureau, il sera tenu dûment compte du principe de la représentation géographique équitable.

39. La délégation indienne approuve l'accent mis par le Bureau des services de contrôle interne sur les secteurs où les risques d'abus sont particulièrement grands et où l'Organisation peut réaliser les économies les plus importantes, tels que le maintien de la paix, la passation des marchés et le traitement électronique des données.

40. Les rapports soumis par le Bureau depuis le début de ses opérations ont révélé l'étendue des problèmes qu'il convient d'aborder sans délai. M. Desai est profondément préoccupé par les problèmes rencontrés par la Division de l'administration et de la logistique des missions, qui est la principale unité du Secrétariat chargée d'appuyer les missions de maintien de la paix. L'Inde, qui est l'un des pays qui fournissent les contingents les plus nombreux aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, a du mal à comprendre pourquoi l'on a laissé perdurer des problèmes d'une telle ampleur. La délégation indienne espère que la publication du rapport du Bureau sera une première étape vers l'adoption de mesures correctives. Il faudra ensuite assurer un suivi efficace et veiller à ce que les recommandations du Bureau soient appliquées.

41. L'enquête relative au personnel contractuel international a mis en lumière un sérieux manque de contrôle de gestion dans de nombreux secteurs du système des Nations Unies; quant au rapport sur la passation des marchés, il révèle le gaspillage et la mauvaise gestion qui existent dans ce domaine au sein de l'Organisation. On comprend bien qu'une organisation quelle qu'elle soit doit avoir une certaine marge de manoeuvre pour pouvoir réagir face à des crises ou à des situations d'urgence; mais, dans le cas des missions de la paix ayant fait l'objet d'enquêtes de la part du Bureau, la passation des marchés a tout simplement servi de prétexte pour contourner les règles et les procédures établies.

42. Mme RØDSMOEN (Norvège) dit que sa délégation s'étonne que le Secrétaire général n'ait pas jugé bon de faire des observations sur le contenu très riche du premier rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne. Elle trouve particulièrement inquiétant le manque d'informations sur la manière dont le Secrétariat entend donner suite aux nombreuses constatations et recommandations énoncées dans ce rapport. La délégation norvégienne avait cru comprendre que le rapport du Bureau et la réponse du Secrétariat devaient constituer les deux parties d'un même document. À l'évidence, le rapport du Bureau aurait eu un impact plus grand s'il avait été accompagné d'informations sur les mesures prises par le Secrétaire général pour y donner suite.

43. La délégation norvégienne juge pertinente la liste des secteurs que le Bureau a choisi d'examiner en priorité; vu la magnitude des dépenses en jeu, le fait d'utiliser les fonds sans souci d'économie, de pratiquer une gestion négligente et de commettre des abus peut avoir des conséquences très graves dans ces activités prioritaires particulièrement visibles. Dans ces secteurs, il

faudrait renforcer la vérification des comptes et le contrôle de gestion et faire appel à des consultants.

44. Un domaine qui a moins retenu l'attention dans le rapport est celui de l'évaluation. En Norvège, on a systématiquement recours à l'évaluation des projets et des programmes pour déterminer la valeur des activités nouvelles et mesurer le degré de réalisation des objectifs visés. Cette évaluation est généralement confiée à des consultants de l'extérieur afin de garantir l'objectivité; des fonds sont mis de côté à cette fin dans les budgets-programmes. Le Groupe de l'évaluation du Bureau des services de contrôle interne a un effectif modeste et ne dispose pas des fonds nécessaires pour recruter des consultants de l'extérieur. Théoriquement, tous les programmes des Nations Unies devraient procéder à leur propre évaluation pendant la période sur laquelle porte le plan à moyen terme, mais cette règle n'est pas systématiquement appliquée. De l'avis de la délégation norvégienne, il faudrait prévoir les fonds nécessaires pour renforcer l'évaluation extérieure de façon à être mieux à même de déterminer la valeur des divers programmes des Nations Unies.

45. D'après les enquêtes menées par le Bureau des services de contrôle interne, l'Organisation des Nations Unies ne paraît pas plus corrompue ni plus entachée de fraude qu'aucune autre administration publique comparable, ce qui est réconfortant. En revanche, la délégation norvégienne a été moins heureuse d'apprendre qu'un très nécessaire programme de formation à la gestion a commencé au Secrétariat mais a dû être arrêté ou reporté à l'année suivante en raison de la crise de trésorerie qui existe actuellement. Cette situation regrettable montre les conséquences que peut avoir le non-paiement intégral et en temps voulu de leur quote-part par les États Membres.

46. La délégation norvégienne juge préoccupants les nombreux problèmes qui ont été mis en lumière dans le domaine du maintien de la paix. À la suite de son inspection, le Bureau des services de contrôle interne a conclu que la Division de l'administration et de la logistique des missions au Département des opérations de maintien de la paix n'avait pas rempli son mandat. Le Département a pris note des constatations et des recommandations du Bureau, mais n'a pas caché qu'il lui était difficile d'y donner suite principalement en raison des problèmes de personnel auxquels il se trouvait confronté. Près d'un tiers des fonctionnaires du Département sont engagés pour des périodes inférieures à 11 mois. Les pratiques actuelles en matière de recrutement et l'exiguïté des ressources financières n'ont pas permis d'attirer des personnes qualifiées. La délégation norvégienne croit comprendre que l'on s'efforce activement à l'heure actuelle d'améliorer la structure et le fonctionnement du Département ainsi que sa dotation en personnel de base afin qu'il soit mieux à même de s'acquitter de ses responsabilités en matière de maintien de la paix.

47. Le Bureau des services de contrôle interne a également signalé que les agents d'exécution qui travaillent en liaison avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ne disposaient pas du personnel ni des infrastructures nécessaires pour répondre aux besoins du HCR du point de vue financier et opérationnel. La délégation norvégienne appuie pleinement la recommandation du Bureau tendant à ce que le HCR renforce sa capacité de suivi et de contrôle financier sur ses partenaires d'exécution.

48. En ce qui concerne les problèmes très répandus qui ont été révélés dans le domaine de la passation des marchés, la délégation norvégienne apprécie les efforts déployés par le Secrétaire général pour améliorer la fonction achats et compte bien que le Bureau donnera la priorité à cette question ainsi qu'aux opérations de maintien de la paix et aux activités humanitaires.

49. Plus de 50 % de tous les rapports d'audit révèlent des faiblesses dans les systèmes de contrôle interne. Il faut donc se féliciter de ce que le Bureau des services de contrôle interne ait annoncé son intention d'établir des objectifs précis en matière de contrôle pour les différents types d'activités des Nations Unies. La délégation norvégienne approuve la recommandation du Bureau tendant à ce qu'un ensemble de normes de vérification interne soit adopté officiellement en tant que première mesure devant conduire à la mise en place d'un système satisfaisant dans ce domaine. Grâce à de tels repères, il devrait être également possible de mesurer le succès des efforts faits pour accroître l'efficacité de la gestion ou les progrès accomplis dans cette voie.

50. En dernier lieu, la délégation norvégienne attend avec intérêt les informations qui seront fournies sur la suite donnée aux recommandations contenues dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne et sur l'évolution des relations entre celui-ci et les fonds et programmes opérationnels des Nations Unies.

51. M. O'HARA (Malaisie) dit que sa délégation attache une grande importance aux travaux du Bureau des services de contrôle interne qui joue un rôle essentiel dans la lutte contre le gaspillage, la fraude, les abus et la mauvaise gestion au sein de l'Organisation. Étant donné la situation financière actuelle, il est également important que l'Organisation des Nations Unies soit en mesure de répondre aux critiques de plus en plus nombreuses qui lui sont adressées par les États Membres.

52. La délégation malaisienne estime que le Bureau a eu raison de centrer ses efforts de contrôle, pendant la période examinée, sur les opérations de maintien de la paix, sur les activités humanitaires et les activités connexes ainsi que sur le problème général de la passation des marchés. Elle espère cependant que le prochain rapport sera plus général et portera également sur d'autres activités de l'Organisation des Nations Unies, y compris le Secrétariat.

53. M. O'Hara juge particulièrement regrettables les retards avec lesquels les directeurs de programmes répondent aux demandes d'information qui leur sont adressées par le Bureau des services de contrôle interne. Il comprend bien que ces derniers doivent exécuter les programmes conformément au mandat qu'ils ont reçu de l'Assemblée générale, mais le fait de répondre à ces demandes d'information du Bureau ne doit pas être considéré par eux comme une corvée.

54. La délégation malaisienne est, elle aussi, d'avis que l'établissement et le maintien d'un système efficace de contrôle interne relève de la responsabilité des directeurs de programmes et ne saurait incomber au seul Bureau. Les directeurs devraient être capables d'accepter les critiques et être prêts à assumer les responsabilités quand ils sont confrontés à certains problèmes. Multiplier les promesses que des problèmes spécifiques ne se reproduiront pas est inacceptable. À cet égard, la délégation malaisienne se félicite de l'initiative prise par le Bureau des services de contrôle interne de demander

aux directeurs de programmes de lui adresser des rapports trimestriels sur la suite donnée à ses recommandations, et ce jusqu'à ce que le Bureau soit informé que celles-ci ont été pleinement exécutées.

55. Il est regrettable que les procédures établies en matière de passation des marchés n'aient pas été appliquées lors de l'adjudication des contrats pour le projet pilote de recrutement de personnel contractuel international mis à la disposition de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU). Des paiements excessifs au titre de l'assurance et des versements effectués pour des services non rendus ont également été constatés. Les responsables de ces actes doivent être tenus de rendre des comptes. En outre, le manque d'inventaires établis en bonne et due forme et les carences graves qui caractérisent les procédures de passation des marchés sont particulièrement préoccupants. Il faut s'attaquer à ces questions en priorité.

56. Au lieu de passer pour une organisation archaïque où les règles et règlements financiers sont appliqués avec laxisme, l'ONU devrait, avec l'aide du Bureau des services de contrôle interne, être en mesure de montrer aux autres organes intergouvernementaux ce qu'est une gestion efficace des ressources financières. Cela dit, la délégation malaisienne tient à faire observer qu'il ne faut pas confondre la prudence en matière de gestion financière avec la responsabilité qui incombe aux États Membres de verser intégralement et ponctuellement leur quote-part.

La séance est levée à 16 h 40.